



**Conseil économique
et social**

Distr.
GÉNÉRALE

E/1995/9
20 janvier 1995
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Session d'organisation pour 1995
31 janvier, 7-10 février et 4-5 mai 1995
Point 5 de l'ordre du jour provisoire*

TRANSFORMATION DU COMITÉ DES POLITIQUES ET PROGRAMMES
D'AIDE ALIMENTAIRE DU PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL
EN CONSEIL D'ADMINISTRATION

Note du Secrétaire général

1. Au paragraphe 30 de l'annexe I de sa résolution 48/162 du 20 décembre 1993, l'Assemblée générale a décidé que les dispositions relatives aux organes directeurs du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)/Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) et du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) devraient aussi s'appliquer au Comité des politiques et programmes d'aide alimentaire du Programme alimentaire mondial (PAM) et qu'il conviendrait d'entreprendre dès que possible des consultations à cet effet entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), étant donné que le PAM est un organe autonome commun des deux organisations. Ce processus devrait aboutir à l'adoption de résolutions parallèles par l'Assemblée générale et par la Conférence de la FAO.

2. Aux paragraphes 21 à 30 de l'annexe I de sa résolution 48/162, l'Assemblée a indiqué les dispositions à prendre en ce qui concerne les organes directeurs des fonds et programmes de développement des Nations Unies. Elle a décidé que les organes directeurs du PNUD/FNUAP et de l'UNICEF seraient transformés en conseils d'administration placés sous l'autorité du Conférence des Nations Unies sur les établissements humains. Elle a en outre indiqué quelles seraient les fonctions de chacun des conseils d'administration, décidé qu'ils tiendraient des sessions annuelles et des réunions ordinaires et indiqué quelle serait leur composition. Elle a stipulé que les conseils d'administration du PNUD/FNUAP, de l'UNICEF et, sous réserve des dispositions du paragraphe 30, du PAM se composeraient de 36 membres chacun, et a indiqué la répartition des sièges entre les groupes régionaux. Afin d'assurer une interaction efficace et productive entre l'Assemblée, le Conseil et les divers conseils d'administration, ceux-ci

* E/1995/2.

présenteront au Conseil, à sa session de fond, un rapport annuel sur leurs programmes et activités. Ce rapport comprendra un chapitre établi suivant un plan commun sur la base de domaines spécifiques désignés par le Conseil ou l'Assemblée.

3. À sa trente-septième session, en mai 1994, le Comité des politiques et programmes d'aide alimentaire du PAM a examiné la question de l'application de la résolution 48/162 de l'Assemblée générale. Il a convenu que l'application de la résolution s'imposait à lui et a rappelé qu'au paragraphe 30 de l'annexe I de cette résolution, il était constaté que le PAM était un organe autonome commun de l'Organisation des Nations Unies et de la FAO. Il a décidé de constituer un groupe de travail à composition non limitée ouvert à tous ses membres ainsi qu'à la Communauté européenne en qualité d'observateur, et de le charger d'étudier et de recommander les modifications qu'il faudrait peut-être apporter au statut et au règlement intérieur du PAM pour donner effet à la résolution 48/162 de l'Assemblée. Le Comité a également convenu que le Groupe de travail étudierait aussi les changements qu'il faudrait apporter au statut du PAM du fait du passage de l'approche actuelle, fondée sur les projets, à une approche fondée sur les pays comme l'Assemblée l'a demandé dans sa résolution 47/199 du 22 décembre 1992.

4. Le Groupe de travail s'est réuni à quatre reprises et a présenté son rapport au Comité, à la trente-huitième session de ce dernier, tenue à Rome du 12 au 16 décembre 1994. Au cours de ses travaux, il a consulté les secrétariats de l'Organisation des Nations Unies et de la FAO conformément aux dispositions du paragraphe 30 de la résolution 48/162 de l'Assemblée.

5. À sa trente-huitième session, le Comité des politiques et programmes d'aide alimentaire a décidé de recommander, pour examen, un projet de résolution au Conseil économique et social et au Conseil de la FAO. Le texte de ce projet de résolution sera mis à la disposition du Conseil dès sa réception.

6. Conformément au paragraphe 30 de l'annexe I de la résolution 48/162 de l'Assemblée, les secrétariats de l'Organisation des Nations Unies et de la FAO ont tenu une série de consultations. À l'issue de ces consultations, et concernant les mesures à prendre pour donner suite à la résolution de l'Assemblée, l'attention du Conseil est appelée sur le fait qu'il faut qu'il convienne avec le Conseil de la FAO d'un mécanisme approprié pour les consultations entre l'Organisation des Nations Unies et la FAO au niveau intergouvernemental. Les recommandations que le Comité des politiques et des programmes d'aide alimentaire a faites à sa trente-huitième session serviront sans nul doute de base aux consultations entre l'Organisation des Nations Unies et la FAO. Ce processus devrait aboutir à l'adoption de résolutions parallèles par l'Assemblée générale et la Conférence de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.
